

**CHAVANOD**

Parc Alatais  
68 rue Cassiopée

74650 CHAVANOD

Tél : +336 73 00 55 34  
Mél : alain.croux@bureauveritas.com

N° affaire : 24123615\_1-9FILXWL

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**

Opération : **PROJET FIT UP**

17 rue des Martyrs  
38000 GRENOBLE

**Destinataire :**


COMMISSARIAT ENERGIE ATOMIQUE  
Laure Emmanuelle HUDRY  
BAT LE PONANT D  
75015 PARIS

**Plan Général de Coordination**

# P.G.C.

**Opération de catégorie : 1**



Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
22/11/2024	Rev0	DOCUMENT INITIAL DE CONSULTION	Alain CROUX
22/11/2024	Rev1	modifications d'écritures de consultation et annexe projet de règlement de CISSCT	Alain CROUX 

# SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre de lots .....	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	6
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>6</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>8</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>8</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>8</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>8</b>
2.3.1. Pénalités .....	9
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>9</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	9
2.4.2. Transmission du PGC .....	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	9
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>9</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>10</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1 .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>10</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés .....</b>	<b>10</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>11</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>12</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>12</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	12
3.2.2. Accès .....	12
3.2.3. Circulations .....	12
3.2.4. Signalisation .....	12
3.2.5. Stationnements .....	12
3.2.6. Stockage .....	13
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	13
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	13
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>14</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	14
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	14
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>15</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>17</b>
<b>4.1. Définition des séquences d'interventions .....</b>	<b>17</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>19</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>25</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	25
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	26
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	26
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	26
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>26</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	27
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	27
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>27</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	27
4.5.2. Travaux superposés .....	27
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	27
4.5.4. Protection contre le bruit .....	27
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	28
4.5.6. Travaux en hauteur .....	28
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	28
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	29
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>29</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	29
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	29
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	29
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	29
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>29</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>30</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>30</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>30</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>30</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	30
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	31
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	31
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>32</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>32</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>32</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>32</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>33</b>
<b>6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu .....</b>	<b>33</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>33</b>
<b>6.7. Cas particulier .....</b>	<b>33</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>34</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>34</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>34</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>34</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>34</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>35</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>35</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>36</b>
<b>8. CISSCT .....</b>	<b>37</b>
<b>8.1. Objectifs du CISSCT .....</b>	<b>37</b>
<b>8.2. Constitution du CISSCT .....</b>	<b>37</b>
<b>8.3. Composition et rôle du C.I.S.S.C.T. ....</b>	<b>37</b>
<b>8.4. Projet de Règlement du C.I.S.S.C.T. ....</b>	<b>37</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>38</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des documents en phase APD , planning
- de la visite préalable sur site
- des documents fournis par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'Oeuvre

## 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

### 1.1. Présentation du projet

#### 1.1.1. Objet de l'opération

Réalisation de travaux internes au bâtiment 41.03 pour intégrer des équipements process nécessitant des modifications de l'ouvrage.

#### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O., appel d'offres

Mode de passation des marchés : lots séparés,

Type de marchés : publics

#### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 juillet 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6

Phasage des travaux:

Travaux réalisés sur une durée de 6 mois environ avec des tâches en co activité sur plusieurs niveaux dans le bâtiment. Phasage des travaux de Début juillet 2025 à Décembre 2025

#### 1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Le lot 00 organisera la gestion de tri avec la mise en place de plusieurs bennes dédiées aux DIB , ACIERS ,BOIS , CARTON

- chaque entreprise fera le tri de ses propres déchets les acheminera vers les bennes dédiées chaque jour pour ne pas encombre les zones de travaux.

#### 1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : 10 LOTS

#### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : Opération de catégorie 1 avec un volume de personnel supérieur ou égal à 10 000hommes/jour.

### 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	COMMISSARIAT ENERGIE ATOMIQUE	BAT LE PONANT D 75015 PARIS	laure- emmanuelle.hudry@cea.fr	Laure Emmanuelle HUDRY
Bureau de contrôle	BUREAU VERITAS MONTBONNOT - ASSISTANTE	ZI GRANDES ILES TECHNIPARC 395 rue Dr Marmonnier  38190 VILLARD BONNOT	isabelle.rebelo@bureauve ritas.com	Isabelle REBELO

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Assistant Maîtrise d'ouvrage	CEA ISE	CEA DE GRENOBLE 17 AVENUE DES MARTYRS 38054 GRENOBLE CEDEX	06 86 84 19 43 gerard2.sanchez@cea.fr	Gérard SANCHEZ
Assistant Maîtrise d'ouvrage	EQUANS		martin.pourchi@equans.com	POURCHI Martin

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.



L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

### **2.3.1. Pénalités**

- A DEFINIR PAR LE MAITRE D OUVRAGE

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## **2.4. Sous-traitance**

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### **2.4.1. Déclaration des sous-traitants**

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### **2.4.2. Transmission du PGC**

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### **2.4.3. Obligation du sous-traitant**

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## **2.5. Intérimaires**

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### **3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE**

#### **du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS**

#### **Contraintes d'environnement de site**

##### **Présence d'amiante dans les existants**

Sans objet

##### **Présence de plomb dans les existants**

Sans objet

##### **Présence de silice dans les existants**

Voir détail dans l'annexe "Présence de silice"

#### **3.1. Accès au site et réseaux provisoires**

- Les accès et réseaux du site seront à disposition pour les besoins du projet , préalablement le LOT 00 devra établir ses besoins pour les énergies et utilités EU et EP.

#### **3.2. Emprise de chantier**

##### **3.2.1. Clôture et portail**

Les emprises base vie zone de stockage et de travaux aux abords du bâtiment 41.03 seront fermées au moyen de clotures de type HERAS sur GBA béton avec portail et portillons piétons.

##### **3.2.2. Accès**

Les flux piétons personnels de chantier et véhicules seront séparés physiquement.

Le LOT 00 mettra en oeuvre les dispositifs de sécurité adaptés pour éviter tout risque de circulation piéton/ véhicule.

##### **3.2.3. Circulations**

Chaque cheminement devra être maintenu propre sur toute la durée du chantier .

Le LOT 00 intégrera dans son organisation des sessions de nettoyage de voirie en cas de besoin.

##### **3.2.4. Signalisation**

La signalisation des accès dans le bâtiment , points de rassemblement , et identification du tri , zones de stockage sera mise en place par le LOT 00 .

##### **3.2.5. Stationnements**

Le stationnement sera limité à certains véhicules d'entreprise sur demande d'autorisation dans l'emprise pour cas exceptionnel , dans l'organisation classique de stationnement le parking du CEA MINATEC sera à

disposition.

### 3.2.6. Stockage

Le LOT 00 identifiera les zones de stockage , chaque entreprise devra exprimer ses besoins et informer le CSPS sur les quantité et durée de stockage dans le cadre du DHOL.

Il pourra être utilisé l'emprise logistique située face au restaurant H3 , cette emprise en cas d'utilisation devra être maintenue clôturée et quipée d'un portail résistant dans le temps équipé d'un système de fermeture .

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation avec les moyens d'éclairage répartis sur toutes les zones de travaux devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

Le cantonnement et son entretien seront à la charge du LOT 00 , la composition de la base vie sera comme précisée ci après.

#### SANITAIRES

Obligations de chantiers

(articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :

- 1 cabinet et 2 urinoirs pour 20 salariés
  - Chasse d'eau
  - Éclairage
  - Chauffage en saison froide
  - Sols et parois imperméables et facilement nettoyables
  - Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur
  - Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires
  - Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail
  - 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau
  - Papier hygiénique
- Installations séparées en cas de personnel mixte prévoir 2 cabinets d'aisances pour dix filles sur le chantier avec lavabos et consommables associés

Lavabos (article R4228-7 du code du travail) :

- 1 lavabo pour 10 travailleurs
- Eau potable
- Température réglable
- Moyens de nettoyage
- Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.

#### REFECTOIRE

Si 25 travailleurs au moins prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail):

- Tables + chaises en nombre suffisant
- Réchaud
- Réfrigérateur

- 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers
- Nettoyage du local et des équipements après chaque repas

## VESTIAIRES

Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail):

- Éclairé
- Chauffé en saison froide
- Sol et parois facilement nettoyables
- Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412,149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail
- Maintenu en état constant de propreté
- Installations séparées si personnel mixte
- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage

Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :

- Sièges en nombre suffisant
- Armoires individuelles :
  - ininflammables
  - à double compartiment
  - munies de serrure ou cadenas

### 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Le nettoyage de chaque poste de travail sera quotidien à charge de l'entreprise concernée .

Toute situation anormale d'ordre de propreté attendu en matière d'obligation d'hygiène sur le chantier , il sera notifié un point d'arrêt pour réaliser le nettoyage demandé.

Chaque semaine le vendredi matin les entreprise auront un obligation de nettoyage des postes de travail et de gestion des déchets .

#### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du CSPS et du LOT 00 que les contraintes et obligations pour les entreprises, des mesures d'organisation à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises et mentionnées dans le PIC.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateurs SPS collabore avec le LOT 00 à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

#### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	FIN DE CHANTIER
Accès	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	FIN DE CHANTIER
Circulations	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	FIN DE CHANTIER
Signalisation	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	FIN DE CHANTIER
Stationnement	CEA	CEA	FIN DE CHANTIER
Stockage	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS CSPS	FIN DE CHANTIER
Réseaux provisoires de chantier	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS/CEA	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS CEA	FIN DE CHANTIER
Coffret électrique général	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER pour la base vie uniquement	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	FIN DE CHANTIER
Coffret divisionnaire et éclairage	CFA CFO	CFA CFO	FIN DE CHANTIER
Cantonnement	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	FIN DE CHANTIER
Infirmier de chantier	SANS OBJET		
Nettoyage hors cantonnement	A CHARGE DE CHAQUE ENTREPRISE	A CHARGE DE TOUT CORPS D ETAT	FIN DE CHANTIER
PIC	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	FIN DE CHANTIER
Protections collectives	A CHARGE DE L ENTREPRISE QUI GENERE LE RISQUE	CSPS	FIN DE CHANTIER
Accès hauteur communs	CEA	CEA	FIN DE CHANTIER

<b>Poste</b>	<b>Réalisé par ?</b>	<b>Géré par ?</b>	<b>Echéance de fin</b>
Déchets - Gravats	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	LOT 00 INSTALLATIONS DE CHANTIER GESTIONNAIRE BENNES DECHETS	FIN DE CHANTIER
Plateforme de travail en façade	EXTRACTION	EXTRACTION	Planning travaux + 2 semaines



## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
<b>1 PREPARATIO N</b>		Tous Lots	Contact électrique direct ou indirect Manutention manuelle Travail en hauteur Réseaux	.  TMS.
		Démolition	Rupture, effondrement Chute d'objets, éclats Travail en hauteur	.  Clôture de zones
		FACADE	Chute d'objets, éclats Contraintes météorologiques Travail en hauteur	
<b>2 STRUCTURE</b>		CHARPENTE	Engins et matériels Chute d'objets, éclats Chute d'objets, éclats Travail en hauteur Inflammation, explosion	.  Balisage
		SERRURERIE	Engins et matériels Chute et heurt avec charge en mouvement Chute d'objets, éclats Travail en hauteur Travaux à point chaud	Engins à jour des vérifications périodiques, personnel formé avec autorisation de conduite et CACES. Ne pas travailler ni circuler dans la zone de danger. Balisage
<b>3 Second œuvre</b>		ELECTRICITE CFO CFA	Contact électrique direct ou indirect Travail en hauteur Travaux à point chaud Déplacement de plain-pied Travaux à point chaud	.
		GAZ SPECIAUX GAZ VECTEURS	Chute d'objets, éclats Inflammation, explosion Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement Travail en hauteur Voisinage	. . . . .
		EXTRACTION - VIDE PROCESS	Inflammation, explosion Chute d'objets, éclats Stabilité, renversement Déplacement de plain-pied Chute d'objets, éclats Voisinage Chute et heurt avec charge en mouvement Engins et matériels Travail en hauteur	. . . . . . . . .
		DRAIN/EAD/EUP	Stabilité, renversement Inflammation, explosion Déplacement de plain-pied Travail en hauteur Chute et heurt avec charge en mouvement	. . . . .
		ERP 310.302	Travail en hauteur	.

			Déplacement de plain-pied Stabilité, renversement Bactéries, virus, parasites	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement. . .
--	--	--	---	--

## 4.2. Analyse de risques

### Séquence : 1 - PREPARATION

#### Tous Lots

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Personnel qualifié et habilité Matérialiser les zones d'intervention et interdire l'accès aux tierce personnes et autres lot du chantier.	Ne pas rentrer dans les zones matérialisées.
Manutention manuelle	Évaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle. Privilégié la manutention mécanique.	.
Travail en hauteur	Identification du poste de travail et des moyens en adéquation afin de définir les protections collectives les mieux adaptées.  Celles ci seront maintenues autant de temps que de besoin selon l'enchaînement des tâches.	
Réseaux	Identification des réseaux en service avec les services du CEA concernés , chaque entreprise notifiara en réunion de chantier ses besoins de consignation de réseaux en cas de besoin.	Aucune intervention sur des installations non consignées et en état " en service ".

#### Démolition

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Rupture, effondrement	L'entreprise de démolition qui effectuera les travaux de démolition des murs fusibles du bloc 3 définira son mode opératoire de déconstruction avec l'expression des besoins à mettre en place pour les travaux en élévation sur la façade concernée.  Un balisage rigide sera mis en place par l'entreprise concernée avec un affichage "ZONE INTERDITE D ACCES"	- Interdiction d'accès dans les zones de déconstructions ,abords et pied de façade , le balisage en place sera maintenu autant de temps que de besoin. .
Chute d'objets, éclats	Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute.	Respecter les balisages et zones clôturées
Travail en hauteur	Chaque poste de travail en hauteur doit être sécurisé avec des protections collectives adaptées aux besoins	

#### FACADE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Le dispositif de sécurité pour les travaux de façade sera maintenu autour des nacelles, un	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	dégagement suffisant sera nécessaire pour le stockage des éléments de bardage.  L'entreprise établira un plan d'emprise de travaux avec la zone de stockage nécessaire .	
Contraintes météorologiques	Les effets de vent seront en prendre en compte et conditionneront la continuité des travaux.  L'entreprise qui réalisera les travaux s'informerait chaque jour des évolutions météorologiques de la matinée et de l'après midi.	
Travail en hauteur	Définition des moyens de travaux en hauteur adaptés aux besoins.  Les nacelles utilisées devront répondre aux obligations de contrôles périodiques Les pilotes de nacelle formés et titulaire de l'autorisation de conduite de leur employeur .	

## Séquence : 2 - **STRUCTURE**

### **CHARPENTE**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	Privilégier le recours à la grue afin de limiter le nombre d'équipement de levage pour réaliser les approvisionnements Mutualisation des équipements de levage avec les autres corps d'états dans le cadre d'une convention d'utilisation Pour les manutentions intérieures privilégier l'utilisation de grue araignée.	.
Chute d'objets, éclats	Balisage des zones de levage. Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges. Mise en place de recette sécurisée à l'aide d'un monte matériaux ou engin de levage équipé d'un crochet de levage adapté. Balisage de votre zone d'intervention. Consulter les conditions climatiques avant de commencer les travaux	Respect des zones protégées. Respect des zones de déchargements
Chute d'objets, éclats	Pour prévenir de toute chute de hauteur l'entreprise précèdera à la mise en place de filet micro maille .	
Travail en hauteur	Pose de protections collectives à l'avancement des travaux ( filets de sous face ,gardes corps périphériques) Balisage des zones sous élévation Interdiction de superposition de tâche directe  Les protections collectives ne doivent pas interférer suivant leur positionnement.	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	Dès que possible passer en protections collectives définitives.	
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail Chaque poste de travail avec point chaud fera l'objet de l'établissement d'un permis feu lié à la zone et la durée des travaux	

## **SERRURERIE**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	L'entreprise mettra en oeuvre les moyens mécanisés adaptés à ses travaux pour chaque manutention et approvisionnement.	Porter un gilet réfléchissant. Prévenir les risques de coactivité liés à la présence de plusieurs grues mobiles : le Maître d'œuvre et les entreprises veilleront à organiser les levages pour éviter toutes interférences.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Grue mobile en adéquation avec les charges levée, équipée d'un anémomètre. neutralisation des zones de levage Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Arrêt des travaux si le vent dépasse les limites constructeur (grue et nacelle automotrice). Si invisibilité le chef de manoeuvre sera en communication radio permanent avec le grutier	Respecter le balisage en place. Ne pas travailler ni circuler dans la zone de danger.
Chute d'objets, éclats	Balisage des zones de levage. Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les charges. Mise en place de recette sécurisée à l'aide d'un monte matériaux ou engin de levage équipé d'un crochet de levage adapté. Balisage de votre zone d'intervention. Consulter les conditions climatiques avant de commencer les travaux	Respect des zones protégées. Respect des zones de déchargements
Travail en hauteur	Balisage des zones sous élévation  Interdiction de superposition de tâche directe  Dispositif de protection individuelle:  Chaque personnel formé doit être équipé des EPI dès que le poste de travail n'est plus sécurisé par des protections collectives et ou que celles ci ne suffisent plus.	Respecter le balisage en place et les dispositifs de sécurité mis en place
Travaux à point chaud	Extincteur au poste de travail Chaque poste de travail avec point chaud fera l'objet de l'établissement d'un permis feu lié à la zone et la durée des travaux	

**Séquence : 3 - Second œuvre**

**ELECTRICITE CFO CFA**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Contact électrique direct ou indirect	Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit. Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)	.
Travail en hauteur	Tous les travaux en hauteur seront réalisés depuis des équipements répondant à la réglementation en vigueur et adaptés aux besoins.  Les échafaudages roulants sont soumis à la même réglementation que les échafaudages de pied tant en montage ,matériel ,utilisation.	
Travaux à point chaud	Tous travaux par point chaud nécessitent la mise en place d'extincteur et d'une évacuation des matériaux inflammables à proximité.	
Déplacement de plain-pied	Toutes les circulations communes et zone de travaux à co activité successives devront être éclairées par l'installation d'éclairage provisoire à charge du lot CFA CFO .	
Travaux à point chaud	Extincteur au poste de travail Chaque poste de travail avec point chaud fera l'objet de l'établissement d'un permis feu lié à la zone et la durée des travaux	

**GAZ SPECIAUX GAZ VECTEURS**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage Portection des volumes creux contre le risque de chute d'objet et ou de personnel.	.
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail Chaque poste de travail avec point chaud fera l'objet de l'établissement d'un permis feu lié à la zone et la durée des travaux	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Stabilité, renversement	Organisation à mettre en place par l'entreprise et à soumettre à la maîtrise d'œuvre	.
Travail en hauteur	Organisation de chaque poste de travail en hauteur avec des mesures de protections collectives adaptées	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Voisinage	Mise en place de mesures de protections des avoisinants contre le risque de projections de poussières de matériaux , mise en place de balisage de sécurité .	

**EXTRACTION - VIDE PROCESS**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	.
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage	.
Stabilité, renversement	Organisation à mettre en place par l'entreprise et à soumettre à la maîtrise d'œuvre	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Chute d'objets, éclats	Carottage : assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage	Tâche carottage : Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de carottage. Nettoyage des gravats
Voisinage	Isolement physique de chaque zone de meulage tronçonnage et soudage avec des pare-vents mobiles	
Chute et heurt avec charge en mouvement	<p>Préparation des opérations de levage avec grue seule et ou simultanés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Etablissement du mode opératoire spécifique à chaque levage d'équipement dédié au process du projet</li> <li>- Vérification de la concordance des opérations et du phasage de la co activité en cours et de la temporalité des tâches par le CSPS</li> <li>- Plan de levage à la charge de l'entreprise pilote des manutentions en concertation avec son prestataire de levage</li> </ul> <p>Les aparaux de levage utilisés devront présenter un état de concervation irréprochables associés à leur fivhe de suivi périodique pour ceux qui y sont soumis</p> <p>Un chef de manoeuvre devra être identifié pour chaque opération de levage</p> <p>Les emprises de survolées avec la charge balisées sans possibilité de franchissement</p> <p>Les charges devront être pré élinguées sur la remorque de transport pour éviter l'exposition au risque de chute de hauteur des opérateurs</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	de manutention.  Les assemblages d'équipements des cheminées du BLOC 3 devront se faire autant que possible au sol.	
Engins et matériels	Moyen de manutention levage Chaque machine devra être définie en adéquation aux besoins et répondre aux obligations réglementaires de vérifications périodiques	
Travail en hauteur	Montage d'une plateforme de travail et de manutention acceptant la charge d'équipements lourds tel que le laveur.  Cet équipement fera l'objet d'une note de calcul par un bureau d'étude spécialisé pour prendre en compte la stabilité liée aux descentes de charges .  Le dimensionnement sera en adéquation des caractéristiques poids / encombrement de la charge à manutentionner .	

**DRAIN/EAD/EUP**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Stabilité, renversement	Organisation à mettre en place par l'entreprise et à soumettre à la maîtrise d'œuvre	.
Inflammation, explosion	Extincteur au poste de travail	.
Déplacement de plain-pied	Maintenir les circulations propres et dégagées. Nettoyage des postes de travail à l'avancement.	.
Travail en hauteur	Les travaux en hauteur doivent être réalisés depuis des postes de travail sécurisés ,adaptés aux besoins.  Les zones sous emprises de travaux en hauteur doivent être neutralisées pour éviter toute circulation et ou co activité en superposition de tâche.  Le personnel utilisant des EPI spécifiques pour travaux en hauteur doit être formé.	Le balisage des zones impactées par des travaux en hauteur doit être maintenu autant de temps que de besoin
Chute et heurt avec charge en mouvement	Opérations de levage et de manutention dirigées par un chef de manoeuvre identifié.  Engins de manutention adaptés et contrôlés selon réglementation	



#### ERP 310.302

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>Les travaux en hauteur doivent être réalisés depuis des postes de travail sécurisés ,adpatés aux besoins.</p> <p>Les zones sous emprises de travaux en hauteur doivent être neutralisées pour éviter toute circulation et ou co activité en superposition de tâche.</p> <p>Le personnel utilisant des EPI spéciques pour travaux en hauteur doit être formé.</p>	Le balisage des zones impactées par des travaux en hauteur doit être maintenu autant de temps que de besoin
Déplacement de plain-pied	<p>Maintenir les circulations propres et dégagées.</p> <p>Nettoyage des postes de travail à l'avancement.</p>	.
Stabilité, renversement	<p>Planification des approvisionnements :</p> <p>Utilisation des recettes du GO.</p> <p>Définition avec la maîtrise d'œuvre des zones de stockage par niveau.</p>	.
Bactéries, virus, parasites	<p>Validation des modes opératoires par le CCLIN de l'hôpital (limiter la propagation des poussières) afin d'éviter le risque infectieux vers les parties de l'hôpital en activité</p> <p>Baliser les zones d'intervention et / ou mise en place d'un confinement</p> <p>Analyse spécifique et définition des mesures adaptées</p>	.

### 4.3. Co-activités et protections collectives

#### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que ***l'entreprise qui génère le risque*** soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives.

**Ces protections seront disposées et maintenues de manière à répondre aux besoins des travaux successifs à réaliser.**

Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.

- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise propriétaire des équipements .
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.

- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

#### **4.3.2. Déplacement de protection collective**

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### **4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise**

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise TOUT ECART CONSTATE EN MATIERE DE PREVENTION SERA NOTIFIE UN ARRET DE POSTE POUR MISE EN SECURITE DU POSTE DE TRAVAIL JUSQU A SUPPRESSION DU RISQUE est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise TOUT ECART CONSTATE EN MATIERE DE PREVENTION SERA NOTIFIE UN ARRET DE POSTE POUR MISE EN SECURITE DU POSTE DE TRAVAIL JUSQU A SUPPRESSION DU RISQUE qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### **4.4. Equipement de levage**

Pour chaque utilisation de grue automotrice, l'entreprise concernée devra établir un plan de levage identifiant les aspects suivants

- emprise de levage
- types des moyens engagés
- organisation de la manutention
- identification du chef de manoeuvre formé

Les opérateurs devront être formés aux techniques d'élingage et de manutention .

A défaut l'entreprise fera appel à un prestataire spécialisé en manutention.

#### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

#### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

### **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

#### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

#### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

#### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### 4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### 4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### 4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON

#### NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Les échafaudages mis en commun seront réceptionnés par une personne habilitée avant toute intervention

### 4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Chaque chef d'entreprise est responsable de former son personnel à la conduite d'engin, sa responsabilité est engagée en cas d'accident.

## 4.6. Moyens communs

### 4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

### 4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

Voir détail dans l'annexe « MESA »

### 4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

### 4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

L'entreprise #auvent par#, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

## 4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

La rotation des bennes est la charge du LOT 00

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Le LOT 00 est responsable de l'évacuation des déchets.

Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

## Modifacation chapitre 5.2 NETTOYAGE

La gestion des dechets est organisée par le LOT 00 hors déchets de issus des gravas.

L'entreprise qui sera la source de déchets de gravas mettra en oeuvre les moyens adaptés pour l'évacuation des gravas .

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défailantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Obligation de repérage et d'identification des réseaux avec les services spécialisés du CEA
- Demandes d'arrêtés - non concerné
- Autorisations concessionnaires - Concertation avec les services réseaux du CEA

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre.

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zone publiques que privées.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Il est à noter la présence de la liaison LBB , cette dernière ne doit en aucun cas être survolée par une charge et ou des travaux en élévation.

Il est à noter la présence de bâtiments en activité aux abords du bâtiment 41.03, les horaires de pause méridienne génèrent un flux de circulation piétonnes très important.

Le livraisons de gros matériels devront être programmées hors horaires suivant ci dessous

- 11H00 14H00

16H00 pour la fin de journée

#### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Les entreprises tiennent compte de la présence d'un autre chantier à proximité.

L'entreprise doit se mettre en rapport avec les chantiers en proximité pour mettre en place le mode de communication avec les grutiers, ceci afin d'éviter les interférences sur les mêmes fréquences en cas de communication par radio (Talkie-walkie).

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'OEuvre doit demander au chef d'établissement voisin l'analyse de risque.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'OEuvre doit faire une demande à la DRIRE pour savoir s'il y a des tours aéro-réfrigérantes à proximité du chantier.



Si les travaux se déroulent à proximité d'une tour aéro-réfrigérante, le chef de l'établissement doit mettre une signalétique de sécurité signalant le port d'EPI appropriés (légionellose . . .).  
Les entreprises utilisant des grues de tous types doivent donner les caractéristiques de celles-ci. Un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites doit être installé.

#### **6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure**

Au stade de la rédaction du PGC il n'est pas prévu de travaux spécifiques sous Plan de Prévention.

#### **6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu**

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage

les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

Le permis de feu est prévu pour encadrer toutes les opérations susceptibles de générer des points chauds d'une manière générale. Lorsque des travaux par points chauds concernent un poste permanent (poste fixe de soudure par exemple), le permis de feu n'est pas nécessaire, la maîtrise des sources d'inflammation étant déjà effectuée dans l'évaluation des risques du poste de travail.

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure.

Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en œuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

#### **6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages**

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

#### **6.7. Cas particulier**

(Sans objet)

Un appartement témoin peut être mis en place suivant les indications du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

La sécurisation des accès est sous la responsabilité de l'entreprise assistée, éventuellement, des lots techniques concernés (protection contre chute d'objet, chute de hauteur & chute de plain-pied, etc . . .).

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

**EN CAS D ACCIDENT APPEL**  
**DE LA FORMATION LOCALE**  
**DE SECURITE DU CEA**  
**04 38 78 45 45**

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

- 1 IDENTIFIER UN POINT DE RENCONTRE AVEC LA FLS
- 2 IDENTIFIER UN ACCES OPTIMISE JUSQU A LA ZONE DE L'ACCIDENT
- 3 SECURISER LA ZONE DE L'ACCIDENT ET LA VICTIME

AFFICHER SUR LE CHANTIER LES PERSONNELS SST

## **7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident**

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

## **7.6. Point de rencontre secours**

A DEFINIR

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### *EN CAS D'***ACCIDENT**

**Appelez la FLS "formation locale de sécurité**



**04 38 78 45 45**

et dites :

#### **1.ICI CHANTIER : PROJET FIT UP**

Adresse : 17 rue des Martyrs 38000 GRENOBLE

#### **2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A DEFINIR

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## 8. CISSCT

### 8.1. Objectifs du CISSCT

Le **Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail** (dénommé également CISSCT) a pour objectif, sur proposition du coordonnateur, de définir certaines règles communes destinées à assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables au chantier. Il peut également aborder les questions de formation et d'information des salariés. Il vérifie que l'ensemble des règles prescrites (par lui-même ou par le coordonnateur) sont effectivement mises en œuvre.

### 8.2. Constitution du CISSCT

Le chantier comprenant l'intervention de plus de 10 entreprises et le volume des travaux dépassant 10.000 hommes / jours, le Maître d'Ouvrage a constitué un CISSCT.

Le Collège est présidé par le Coordonnateur Sécurité désigné pour la phase " réalisation " du projet.

### 8.3. Composition et rôle du C.I.S.S.C.T.

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier et employant au moins 10 salariés pendant 4 semaines participent obligatoirement au CISSCT.

Participent avec voix délibérative :

- le Coordonnateur Sécurité de la phase " réalisation ",
- le Maître de l'œuvre,
- le représentant de chaque entreprise,

Participent avec voix consultative :

- un salarié de chaque entreprise, employé sur le chantier.

La participation au CISSCT est mentionnée obligatoirement dans les contrats entreprises / sous-traitants.

Sont invités à titre consultatif :

- un délégué du CHSCT (ou délégué du personnel) de chaque entreprise
- l'Inspecteur du Travail
- le représentant de la CRAM ou CARSAT.
- le représentant de l'OPPBTP.
- toute personne qui de par ses connaissances peut contribuer à améliorer les conditions d'hygiène, de sécurité, de santé et la coordination / phasage des interventions sur l'opération.

La mission du CISSCT est :

- d'assurer le respect des règles communes relatives à la sécurité, à la santé et conditions de travail,
- de vérifier l'application des mesures décidées par le Coordonnateur SPS ou par le collège lui-même,
- de régler les difficultés qui pourraient s'élever entre ses membres.

Les entrepreneurs communiqueront systématiquement au CISSCT rapports, notes et observations de l'Inspection du Travail, de la CARSAT, de l'OPPBTP ou de tout autre Organisme d'Hygiène et de Sécurité

En cas d'accident grave, les entrepreneurs avertiront immédiatement : le Coordonnateur Sécurité, le Maître de l'œuvre, l'Inspection du Travail, de la CARSAT, et l'OPPBTP.

### 8.4. Projet de Règlement du C.I.S.S.C.T

Voir en annexe.

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- C7857B2A-D6C8-66E6-D7A1-5406156391F7 PROJET REGLEMENT DE CISSCT